

Raz-de-marée démocrate historique et

PRÉSIDENCE TRUMP DÉSORMAIS SOUS CONTRAINTE

Mercredi 4 novembre 2026

Les élections américaines de mi-mandat de 2026 se sont soldées par une victoire démocrate bien plus large qu'anticipé, permettant au parti de prendre le contrôle des deux chambres du Congrès. Selon les projections, les démocrates pourraient remporter jusqu'à 257 sièges à la Chambre des représentants et au moins 54 sièges au Sénat. Ils réalisent notamment des percées remarquables dans des États traditionnellement républicains, tels que le Texas, le Kansas et l'Iowa.

Ces résultats semblent davantage traduire un vaste mouvement de rejet de Donald Trump qu'une simple adhésion au programme démocrate. Les gains enregistrés par le parti s'étendent bien au-delà de ses bastions traditionnels, jusque dans des circonscriptions largement remportées par Donald Trump en 2024.

Le mécontentement économique paraît avoir joué un rôle déterminant, en particulier dans les États agricoles et industriels confrontés aux droits de douane, à l'augmentation du coût des importations ainsi qu'à la forte hausse des prix des carburants consécutive à la guerre avec l'Iran. Plusieurs candidats de premier plan, personnellement soutenus par Donald Trump, ont également subi de lourdes défaites.

Les conséquences politiques de ce scrutin sont importantes. En contrôlant le Congrès, les démocrates seront en mesure de bloquer ou de réorienter le programme budgétaire de Donald Trump. Ils pourront notamment contester les réductions de dépenses envisagées dans le cadre de Medicaid et des programmes d'aide alimentaire, mais aussi examiner de manière plus approfondie l'augmentation des moyens consacrés au contrôle de l'immigration et à la défense.

Parallèlement, les démocrates disposeront de puissants instruments de contrôle

parlementaire. Ils prendront notamment la présidence de plusieurs commissions, bénéficieront du pouvoir d'adresser des injonctions à comparaître ou à produire des documents, et pourront engager des auditions sur l'action de l'administration Trump.

Cette victoire ne confère toutefois pas aux démocrates une maîtrise complète de la politique américaine. Leur majorité au Sénat demeure inférieure au seuil des 60 voix nécessaires pour surmonter la procédure d'obstruction parlementaire, dite "filibuster". Le Congrès ne disposerait pas non plus du nombre de voix requis pour passer outre un veto présidentiel.

Le scénario le plus probable est donc celui d'un blocage institutionnel, accompagné d'un contrôle parlementaire beaucoup plus offensif. Dans ce contexte, la Maison-Blanche devrait s'appuyer de manière croissante sur les pouvoirs exécutifs au cours des deux dernières années du mandat de Donald Trump.

Technologie et intelligence artificielle : de la déréglementation au contrôle du Congrès

Dans les secteurs de la technologie et de l'intelligence artificielle, ce scrutin pourrait marquer une évolution importante de l'environnement politique américain.

Un Congrès démocrate n'implique pas nécessairement l'adoption d'une nouvelle législation fédérale sur l'intelligence artificielle. Donald Trump conserve en effet son droit de veto, tandis que les démocrates ne disposent pas au Sénat d'une majorité suffisante pour contourner le filibuster. Leur victoire accroît néanmoins considérablement la capacité du Congrès à enquêter sur cette industrie et à exercer une pression accrue sur ses acteurs.

Le contrôle parlementaire devrait notamment porter sur la sécurité des systèmes d'intelligence artificielle, la concurrence, la protection des consommateurs et les conséquences de cette technologie sur l'emploi. Avant même le scrutin, plusieurs informations faisaient état de la volonté des démocrates de s'appuyer sur la présidence des commissions parlementaires pour enquêter sur le secteur de l'IA.

Les infrastructures nécessaires au développement de l'intelligence artificielle pourraient également devenir un sujet politique majeur. L'expansion rapide des centres de données est de plus en plus souvent associée à la hausse des prix de l'électricité, à la consommation d'eau et d'énergie, aux avantages fiscaux accordés aux opérateurs ainsi qu'aux coûts supportés par les infrastructures locales. L'opposition d'une partie de l'opinion publique est désormais significative et pourrait conduire à un examen plus strict des dispositifs fédéraux soutenant le développement de ces infrastructures.

Donald Trump conserve la capacité de bloquer les principaux projets législatifs. Le contrôle démocrate du Congrès accroît toutefois l'incertitude réglementaire entourant l'intelligence artificielle, les grandes entreprises technologiques, les centres de données et les technologies de défense. Il augmente également le risque d'auditions et d'enquêtes parlementaires.

Politique étrangère : vers un activisme renforcé de Donald Trump ?

La politique étrangère devrait occuper une place encore plus importante au cours des deux dernières années de la présidence de Donald Trump.

Alors que le Congrès sera désormais davantage en mesure de contraindre son programme intérieur, le président américain conserve une marge de manœuvre exécutive nettement plus large sur la scène internationale, notamment en matière de diplomatie, de sanctions et de positionnement militaire.

Le Moyen-Orient devrait rester au centre de l'attention, avec l'Iran et la sécurité du détroit d'Ormuz au premier rang des priorités. Le calendrier international ouvre par ailleurs une séquence diplomatique potentiellement importante : la réunion des dirigeants de l'APEC se tiendra à Shenzhen les 18 et 19 novembre, avant le sommet des dirigeants du G20, organisé à Miami les 14 et 15 décembre.

L'enchaînement de ces deux rendez-vous pourrait offrir à Donald Trump une fenêtre diplomatique pour préparer, coordonner ou présenter politiquement une nouvelle initiative au Moyen-Orient, susceptible d'inclure un regain de pression sur l'Iran..

Les informations et analyses contenues dans le présent document ne peuvent engager la responsabilité de ODDO BHF Banque Privée, ni constituer l'unique base de votre décision quant à l'opportunité de réaliser certaines opérations ou investissements. Les opinions exprimées dans cette analyse sont susceptibles d'évoluer sans préavis. Vous devez vous assurer que les solutions ou investissements retenus correspondent à vos objectifs, votre situation financière et aux risques que vous êtes prêt à assumer.